

Avant propos

Les articles sélectionnés dans cette revue de presse ont pour but d'informer sur la situation humanitaire au Tchad ou sur le contexte général. Cette sélection d'articles ne reflète pas nécessairement la position d'OCHA-Tchad. Merci de tenir compte de cette réserve.

LES TITRES

- **Fièvre jaune au Tchad** (OMS, 14 fév.)
- **France: le Tchad et le Cameroun déconseillés par le MAE** (JDT, 21 fév.)
- **Tchad : 34 millions USD pour fournir de l'eau potable et des services d'assainissement à 8 villes secondaires** (Xinhua, 20 fév.)
- **Excision : un « non » onusien... à l'unanimité** (Le Monde, 19 fév.)
- **Why the Sahel needs \$1.6 billion again this year** (IRIN, 19 Feb.)
- **Cinq problèmes alimentaires à surveiller** (IRIN, 19 fév.)
- **La nouvelle Communauté des Etats Sahélo-Sahariens face à ses problèmes politico-sécuritaires** (Xinhua, 17 fév.)
- **RCA : plus de 800 000 personnes affectées par les hostilités depuis la crise déclenchée par la Séléka** (Xinhua, 15 fév.)

L'INTEGRALITE DES ARTICLES

Fièvre jaune au Tchad

N'DJAMENA, 14 février 2013 (OMS) - Le ministère de la Santé du Tchad va lancer une campagne de vaccination massive contre la fièvre jaune à partir du 22 février 2013, suite à la confirmation par l'Institut Pasteur de Dakar (Sénégal), laboratoire régional de référence de l'OMS pour la fièvre jaune, de deux cas de cette maladie dans les districts de Goz Beida et de Guereda, en décembre 2012.

Ces cas ont été identifiés dans le cadre du programme national de surveillance de la fièvre jaune, dont l'activité avait été renforcée en réponse à une flambée de la maladie dans la région frontalière du Darfour (Soudan). Par ailleurs, 139 cas suspects et 9 décès ont été signalés au Tchad, grâce à cette surveillance renforcée.

La campagne de vaccination d'urgence aura lieu dans les districts de Goz Beida, de Guereda et d'Adré, tous trois limitrophes du Darfour (Soudan). Elle doit couvrir plus d'un million de personnes, y compris les habitants des camps de réfugiés de la région, et est soutenue par le ministère de la Santé du Tchad, le Groupe international de coordination pour l'approvisionnement en vaccin anti-amaril (GIC1), et l'Alliance GAVI.

1 Le GIC est un partenariat qui gère une réserve de vaccins anti-amarils pour les interventions d'urgence, sur le principe d'un fonds de roulement. Il est représenté par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Médecins Sans Frontières (MSF), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et l'OMS, qui fait également fonction de secrétariat. Le stock a été créé par l'Alliance GAVI. http://www.who.int/csr/don/2013_02_14/fr/index.html

France: le Tchad et le Cameroun déconseillés par le MAE

Le groupe terroriste qui a enlevé une famille française dans le nord du Cameroun, a porté un coup d'arrêt définitif au tourisme dans la région

N'DJAMENA/PARIS 21 février 2013 (journaldutchad.com) - Au lendemain du rapt d'une famille française au Cameroun, le Quai d'Orsay met en garde contre tout déplacement dans le nord de ce pays. Sur son site, il est indiqué «qu'il est formellement déconseillé de se rendre dans la province de l'extrême nord du Cameroun (des rives du lac Tchad au sud de Maroua) et à la frontière avec le Nigeria». Alors que le Tchad faisait office de dernier bastion fréquentable, notamment pour le voyageur Point-Afrique, voilà qu'une partie du pays est désormais déconseillé à son tour par le ministère des Affaires Etrangères. L'ensemble du pays est "déconseillé sauf raisons" impérative", et la zone frontalière avec le Niger, la République centrafricaine, le Soudan et la Lybie sont "formellement déconseillées" précise le ministère.

Le Cameroun s'ajoute à une liste déjà longue

Quant au Cameroun, destination confidentielle mais jugée jusque là sûre, elle passe elle aussi sous la vigilance renforcée du ministère. La zone touristique qui s'étend du lac Tchad au sud de Maroua est désormais "formellement déconseillée", ce qui inclut le parc naturel de Waza. Toute la frontière avec le Nigéria est elle aussi "formellement déconseillée". Concernant les ressortissants français qui se trouveraient actuellement à l'extrême nord du pays, il est dit «qu'ils doivent impérativement se mettre en lieu sûr et de quitter la zone au plus vite». Selon le Quai d'Orsay, on comptait à la fin de l'année dernière 6146 ressortissants français installés au Cameroun et inscrits sur le registre des Français résidant dans ce pays.

Toutefois de nombreux touristes français se rendent au Tchad

Selon Maurice Freund de Point Afrique, le Tchad, au niveau de la beauté de ses paysages, est l'un des sommets de ce qui existe. Les chutes de Niangaye, vous tiennent en haleine. Et puis au Tchad on ne risque rien. Il y a sept régiments de l'armée tchadienne autour de Fayas. Et tant que les Toubous surveilleront le territoire, le djihadisme ne rentrera pas dans le pays. Ils sont les seuls occupants du nord du Tchad. Donc tous ceux qui y passent sont immédiatement repérés. L'arrivée de Point Afrique tombe merveilleusement bien. Le tourisme est pour moi un outil qui permet d'améliorer les conditions de vie des populations locales. De même, l'avion ne m'intéresse pas, c'est un outil fantastique qui permet l'échange dans les zones enclavées.

<http://www.journaldutchad.com/article.php?aid=4238>

Tchad : 34 millions USD pour fournir de l'eau potable et des services d'assainissement à 8 villes secondaires

N'DJAMENA, 20 février 2013 (Xinhua) - Le ministère tchadien de l'Hydraulique urbaine et rurale a présenté mardi le projet d'alimentation en eau potable et assainissement dans huit centres secondaires et quelques zones rurales environnantes, d'un coût global de plus de 17 milliards F CFA (environ 34 millions USD), financé à 89% par la Banque Africaine de Développement (BAD).

Le projet concerne les villes du Sud du pays qui ont un faible accès à l'eau potable et à l'assainissement: Pala, Kélo, Laï, Fianga, Léré, Kyabé, Koumra, Moïssala, ainsi que certaines zones rurales des régions de la Tandjilé et des Mayo-Kebbi Est et Ouest.

Dans ces localités ciblées avec une population totale estimée à 800.000 habitants, 714 châteaux seront construits sur une durée de cinq ans. Le projet permettra également à plus de 100.000 autres personnes d'avoir accès aux services d'assainissement.

Ce projet, une fois exécuté, contribuera à améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires et à baisser le taux de prévalence des maladies d'origine hydrique à 23%, selon le ministère de l'Hydraulique et de l'eau.

Le représentant résidant de la BAD au Tchad, Michel-Cyr Djiena Wembou, a exhorté le gouvernement tchadien à adopter une politique de stratégie claire en matière d'assainissement, à définir clairement le rôle régulateur que devra exercer de manière effective le ministère de l'Hydraulique urbaine et rurale en ce qui concerne les liens entre les associations d'usagers de l'eau.

"Nous souhaitons enfin ardemment une restructuration et une montée en puissance de la Société Tchadienne des Eaux", a conclu M. Djiena Wembou.

<http://www.afriquinfos.com/articles/2013/2/20/tchad-millions-pour-fournir-leau-potable-services-dassainissement-villes-secondaires-217934.asp>

Excision : un « non » onusien... à l'unanimité

PARIS, 19 février 2013 (Le Monde) – C'est un combat qui dure depuis plusieurs décennies et qui est loin d'être gagné : lutter encore et toujours contre les mutilations génitales féminines, et notamment contre l'excision. Entre 100 et 150 millions de jeunes filles seraient concernées, principalement en Afrique, mais également en Europe.

On connaît les risques de tels actes mutilateurs. A très court terme : hémorragie, lésion des organes dits de voisinage (urètre, vagin, périnée, rectum...), infection, choc, douleur aiguë, décès... A plus long terme : rapports sexuels douloureux, désir sexuel affaibli voire supprimé, difficultés au cours des grossesses et des accouchements...

Dans cette lutte qui bouscule certaines traditions voire certaines croyances (en terres d'islam comme en terres chrétiennes), le vote de l'assemblée générale des Nations unies le 20 décembre 2012 donne un espoir à celles et ceux qui mènent ce dur combat. A l'unanimité des 193 membres de l'organisation, il a été voté et donc été décidé de dire « non » aux mutilations génitales féminines (pages 61 & 82 du document préparatoire). Un vote passé presque inaperçu, en raison notamment de l'adoption de la résolution 2085 par le Conseil de sécurité autorisant le déploiement d'une force internationale au Mali ce même 20 décembre.

Ainsi, l'Arabie saoudite, berceau de l'islam, a voté pour ce texte. Dans des pays comme ceux du Sahel, où l'excision est pratiquée – à tort – comme une prescription islamique, ce vote est une aide essentielle à celles et ceux qui combattent pour l'éradication de telles pratiques. Un vote dont devront tenir compte les chefs religieux et traditionnels.

L'un des points importants est notamment l'engagement de l'Assemblée générale envers les Etats à « soutenir, dans le cadre d'une approche globale de l'élimination des mutilations génitales féminines, les programmes associant les exciseuses traditionnelles à des projets locaux en vue de l'abandon de cette pratique, y compris, le cas échéant, en aidant les communautés où elles exercent à leur trouver d'autres moyens de subsistance » (page 65 du document préparatoire).

Car, au-delà de toute considération faussement religieuse voire morale, le métier d'exciseuse nourrit sa praticienne. Il faut donc penser à la reconversion « professionnelle » de ces femmes, souvent exciseuses de mère en fille. C'est à ce prix seulement que la pratique pourra diminuer et, qui sait, disparaître un jour.

Avec l'aide de la Banque mondiale, des micro-projets tels que des boutiques villageoises ont notamment vu le jour en Guinée, permettant aux praticiennes de poser leur couteau. En Afrique centrale, d'autres stratégies ont été développées pour circonscrire de façon significative la pratique dans certaines ethnies. Ainsi au Kenya, avec l'exemple des Maasaïs.

En Afrique de l'Ouest, certains pays comme le Mali n'ont toujours pas adopté une législation propre interdisant l'excision. Pire : en Gambie, le fruste despote Yahya Jammeh parle encore de « défense des traditions et de la culture ». Sur le continent, l'Egypte, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, la Sierra Leone et le Tchad se situent parmi les Etats à haute prévalence, dépassant parfois les 90 %, notamment à cause du faible écart (moins de 10 %) entre le nombre des mères et de leurs filles excisées.

Ce vote à l'unanimité ne doit pas cacher le fait que des pays ont voté en faveur de ce texte uniquement pour satisfaire les bailleurs de fonds, ne favorisant aucune initiative concrète d'abandon de l'excision sur le terrain. Un énorme chantier demeure. <http://tchadinfos.com/?p=17576>

Why the Sahel needs \$1.6 billion again this year

DAKAR, 19 February 2013 (IRIN) - The 2013 Sahel Regional Strategy calls for US\$1.66 billion to help meet humanitarian needs and build up resilience among vulnerable groups - an identical figure to the 2012 crisis appeal - even though aid agencies estimate the number of Sahelians at risk of going hungry this year has dropped 44 percent to 10.3 million. IRIN spoke to aid agency representatives to find out why the ask has remained constant.

"First of all, last year's figures represented just seven months of crisis needs, as the appeal was launched in May," said Allegra Baiocchi, head of the UN's West Africa Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA).

"Secondly, the similar figure is merely a coincidence, and its make-up is very different," she continued.

David Gressly, humanitarian coordinator for the Sahel, explained: "In 2012 agencies focused mainly on an emergency food and nutrition response. In 2013 it is much broader - the complex emergency in Mali has been added to the mix, and groups are hoping to kick-start programmes to promote people's resilience."

"What we are sure of is that funding should remain high in 2013, which is not a crisis year in the same way as last, but is still a crisis year," said European Union funding body ECHO's West Africa head Cyprien Fabre. "The poorest went into debt, reached breaking point, but did not suddenly bounce back because of the good harvest this year. Many are again starting the year with nothing. Extreme poverty is not a trap you get out of in one year."

This year's food assistance request has dropped from US\$831 million to \$644 million, with significant drops across most countries except for Mali - up by 24 percent linked to the ongoing conflict; Mauritania - up 65 percent connected to a critical under-estimation of needs in 2012; and northern Nigeria, where the ask is 100 percent up as the government is only now starting to face up to the extent of its citizens' food security and nutrition problems.

Food security needs have dropped significantly in Niger (from \$490 million to \$354 million) following a relatively good food security and nutrition response there - underpinned by strong government leadership and support.

Malnutrition still high

The number of children with severe acute malnutrition targeted for relief is 1.4 million this year, up one million on last year. This is due to carry-over from last year, and also because while malnutrition is linked to food insecurity its

roots are more profound in the Sahel, more significantly linked to poor water, inappropriate infant feeding practices and lack of decent health care for infants and pregnant women.

In northern Nigeria alone, some 260,000 children under age five are estimated to be severely acutely malnourished this year, according to OCHA.

More in-depth and more extensive assessments have also led to the higher figure of 1.4 million which indicates that the real number is no doubt higher. “We’re far closer than we were last year,” said Gressly, “but I wouldn’t exclude the possibility that there are still cases we’re not aware of...”

“Last year agencies put a lot of effort into the treatment of severe acute malnutrition,” said Gressly, “but we also need to move forward to prevent it, to stop the Sahel’s high relapse rates.”

For Elise Ford, Sahel advocacy lead at Oxfam, the figures show how far the aid community has come. “It’s a reflection that we’ve come a long way in terms of the quality of our assessments... and we have much more capacity on the ground than we did this time in 2012. We’re able to reach more people.”

Agencies such as the UN Children’s Fund (UNICEF) are inching towards a more holistic approach, by including a water and sanitation component to nutrition responses, and linking it up with health programming. Water, sanitation and hygiene (WASH) and health requirements doubled this year in all countries except Chad. “After all, it sets a bad example when children are treated for malnutrition in health centres which cannot provide clean drinking water or toilets,” notes an aid worker who preferred anonymity.

“It’s not just about malnutrition and food,” said OCHA’s Baiocchi. “These are multi-dimensional problems with multi-dimensional solutions.”

Kick-starting resilience

Of course for “resilience” to have any meaning in the Sahel, activities that promote it need to be funded, and these go beyond the stock-in-trade humanitarian response. They include helping farmers to diversify their crops, increase their seed yield, and use irrigation effectively, said the Food and Agriculture Organization (FAO). For pastoralists this would include effective destocking, better conservation of fodder and more targeted vaccination programmes, among others.

“This is the start of a long, 10- or 20-year resilience project for the region. It is not a surprise to see that needs are high,” said Ford.

But the 2013 strategy represents only part of the resilience agenda, stressed Gressly. “The bulk of that still needs to come from development funding.”

Agriculture in crisis

Food aid and nutrition were well-funded in the 2012 appeal, but agriculture was not, receiving just 37 percent of the ask.

This year the ask for agriculture is \$623 million (down from \$831 million), but thus far is 1 percent funded. Time is running out if the April-May planting season is to be met, said FAO.

Because of the low 2012 funding many agro-pastoralists were unable to build up their animal, grain or seed stocks. “You need to invest now. If you have no money by March then the planting season could be lost,” said Baiocchi.

Planting this year is also likely to be hindered by extensive flooding across parts of the Sahel, including Niger, Chad and parts of northern Nigeria, where thousands of hectares of farmland, were destroyed in 2012 floods; and in Mali, by the high numbers of displaced farmers, said FAO spokesperson Sonia Nguyen.

Last year, half of the seeds and fertilizers needed before June planting did not arrive, said Ford. “We learned from last year what a difference timing makes.”

In a broadly well-met 2012 appeal, alongside agriculture, the needs of Malian displaced people were also poorly met.

Last year the shelter needs of around 200,000 internally displaced Malians were more or less neglected, while it took many months to get aid to refugees up to a reasonable standard. Unconfirmed reports of malnutrition rates soaring to 20 percent in refugee camps in Niger are not a good sign.

Don't forget Mali

OCHA predicts some 4.3 million Malians need humanitarian assistance, with those in the north among the most vulnerable given the severe disruption of food markets, and out-of-reach food prices. Food supply is expected to dwindle further, predicts USAID's FEWS NET.

For now, many agencies in Mali and beyond, UN agencies, and NGOs that rely on government assistance, are gearing up slowly as they wait for the money to trickle in.

Thus far, 4 percent of the 2013 Sahel appeal has been funded.

<http://www.irinnews.org/Report/97505/Why-the-Sahel-needs-1-6-billion-again-this-year>

La nouvelle Communauté des Etats Sahélo-Sahariens face à ses problèmes politico-sécuritaires

N'DJAMENA, 17 février (Xinhua) — Au cours de sa session extraordinaire, tenue samedi à N'DJAMENA, la capitale tchadienne, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD) a relancé l'organisation sur de nouvelles bases et examiné des questions politico-sécuritaires qui touchent ses membres.

Les leaders de la CEN-SAD ont adopté un nouveau Traité révisé, le règlement intérieur, le règlement financier de la Communauté, ainsi que les statuts et règlements du personnel.

En attendant l'entrée en vigueur du nouveau Traité révisé, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEN-SAD ont désigné Ibrahim Sani Abani comme secrétaire général par intérim et lui ont demandé de procéder au redéploiement du personnel.

Au titre de questions politiques, de paix et de sécurité, les leaders des pays sahélo-sahariens se sont dit préoccupés par la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone, notamment du fait de l'existence de groupes terroristes et des conséquences du Printemps arabe dans les pays concernés, indique le communiqué final des travaux.

Ils ont demandé au président en exercice et au secrétaire général par intérim de réactiver les cadres de concertation en matière de gestion des questions de sécurité et de stabilité, notamment les réunions des ministres de la sécurité, de la défense, ainsi que les services de sécurité extérieure « pour examiner et proposer aux instances des solutions à la mesure des différentes menaces ».

Le secrétaire général par intérim de la CEN-SAD et les autorités égyptiennes ont été conviés d'étudier la création, en Egypte, d'un Centre communautaire de lutte contre le terrorisme qui menace tout l'espace CEN-SAD. Ensuite, les chefs d'Etat du Sahel et du Sahara ont examiné la situation qui prévaut dans certains pays membres de la région: Somalie, Soudan, Mali, Libye et République Centrafricaine.

Sur la Somalie, ils se sont félicités des progrès accomplis sur la voie de la stabilisation de la situation politique et sociale. Ils ont exhorté la CEN-SAD, l'Union Africaine, les Nations Unies et le reste de la communauté internationale à continuer à apporter l'assistance et le soutien au peuple et aux autorités somaliens pour un retour définitif de la sécurité et de la stabilité.

Sur le Soudan, la CEN-SAD a salué les progrès accomplis dans les discussions avec la rébellion du Darfour ayant abouti à la signature à Doha, il y a une semaine, d'un accord entre le gouvernement et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), ainsi que l'accord d'Addis-Abeba en septembre 2012 avec le Soudan du Sud.

Sur le Mali, les dirigeants de la CEN-SAD se sont réjouis des efforts diplomatiques des pays membres de leur Communauté et de l'ensemble de la communauté internationale qui ont permis l'adoption des résolutions 2071 et 2085 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ayant jeté les bases d'une intervention internationale au Mali.

Ils ont salué « l'intervention des forces armées françaises qui ont stoppé l'avancée des groupes terroristes vers le Sud du Mali et créé les conditions d'une reconquête des territoires occupés ». Ils ont également remercié les pays membres qui contribuent à la Force d'intervention au Mali (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Liberia, Niger, Nigeria, Sénégal, Togo et Tchad), ainsi que les Etats qui, à l'occasion de la conférence des donateurs tenue fin janvier 2013 à Addis-Abeba, ont décidé de soutenir financièrement le Mali.

La CEN-SAD a lancé un appel à tous ses Etats membres « à continuer à apporter leur appui au processus politique, diplomatique et militaire en cours en vue de parvenir à une stabilisation définitive de la situation au Mali et à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée dans tout l'espace sahélo-saharien ».

Sur la Libye, les chefs d'Etat de la CEN-SAD se sont félicités du bon déroulement des élections législatives de juillet 2012 qui ont conduit à l'installation d'une Assemblée constituante et à la mise en place d'un gouvernement. Tout en soutenant les autorités de Tripoli dans leurs efforts de stabiliser davantage la situation sociopolitique (notamment en mettant fin au règne des milices et en récupérant les armes en circulation), ils leur ont demandé d'entreprendre les démarches nécessaires avec les pays voisins pour une lutte coordonnée contre la circulation illicite des armes qui est porteuse des menaces pour la sécurité des pays de la région.

Sur la République centrafricaine, les leaders sahélo-sahariens ont salué la signature, sous l'égide la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), de l'accord de cessez-le-feu et de l'accord politique sur la résolution de la crise politico-militaire signés à Libreville, au Gabon, en janvier 2013, par le pouvoir de Bangui et les mouvements armés. Ils ont appelé les parties prenantes à mettre en œuvre toutes les dispositions desdits accords.

« La Conférence exprime son rejet de toute velléité de prise de pouvoir par les armes et exhorte les acteurs politiques centrafricains à inscrire leurs actions dans le cadre des solutions politiques négociées en vue de résoudre toute revendication politique ou catégorielle », précise le communiqué final.

Par ailleurs, au titre des questions internationales, la session extraordinaire a examiné l'impact des changements climatiques, l'assèchement du Lac Tchad, la crise financière internationale et les relations entre la CEN-SAD et les autres entités, notamment l'Union Africaine, les sept autres communautés économiques régionales du continent, les partenaires multilatérales stratégiques, etc.

Enfin, au titre des questions administratives, la conférence de la CEN-SAD a demandé à tous ses Etats membres à continuer à payer leurs contributions et arriérés de contributions au budget de la Communauté. Tout en saluant l'engagement du gouvernement libyen, elle l'a exhorté à appuyer davantage le secrétariat exécutif de l'organisation afin de lui permettre de retrouver la plénitude de ses moyens matériels et humains.

La treizième session ordinaire de la CEN-SAD aura lieu à Rabat (Maroc), la date devra être fixée ultérieurement par le secrétariat général et les autorités du royaume chérifien.

Une douzaine de chefs d'Etat ont pris part au sommet de N'Djaména: le béninois Yayi Boni, le burkinabé Blaise Compaoré, le centrafricain François Bozizé, l'ivoirien Alassane Dramane Ouattara, le djiboutien Ismael Omar Guelleh, le malien Dioncounda Traoré, le mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz, le nigérien Mohamadou Issoufou, le sénégalais Macky Sall, le soudanais Omar El-Béchir, le togolais Faure Gnassingbé et l'hôte du sommet, le président Déby Itno.

Les Comores se sont faits représenter par leur vice-président Nouridine Bourhane; l'Egypte et la Libye par leurs Premiers ministres Heskam Kandil et Ali Zeidan.

Le Togo, l'Erythrée, le Maroc et le Nigeria ont été représentés par leurs chefs de la diplomatie. Les autres pays de l'organisation ont été représentés à un degré moins élevé.

Le Commissaire de la Paix et de la Sécurité de l'Union Africaine, Ramdane Lamamra, le secrétaire général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), Nassour Ouaidou, le vice-président de la Commission de la CEDEAO, Dr Toga Gaywea McIntosh ont également participé aux assises de N'Djaména.

Créée en avril 1998 à Tripoli, en Libye, la CEN-SAD regroupe à ce jour 28 Etats de la zone du Sahel et du Sahara. La présidence de l'organisation est assurée par le Tchad qui en avait accueilli la dernière session en 2010.

<http://tchadinfos.com/?p=17566>

Cinq problèmes alimentaires à surveiller

JOHANNESBOURG, 19 février 2013 (IRIN) - Selon vous, quelles sont les raisons de la flambée du prix du maïs ? Si vous ne mentionnez pas les subventions sur les carburants, vous devriez lire cette liste des problèmes alimentaires émergents en Afrique.

Le temps est le maître du jeu : Les réserves mondiales de blé et de maïs restent limitées, ce qui rend les réserves alimentaires plus sensibles aux catastrophes climatiques, déclare Abdolreza Abbassian, secrétaire du Groupe intergouvernemental sur les céréales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Les stocks restreints actuels de blé et de maïs suscitent l'inquiétude, car même de petits chocs peuvent créer la

panique et la spéculation sur les marchés internationaux et contribuer à la volatilité des prix », a déclaré Gary Eilerts, directeur de programme du Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET).

Les réserves de maïs sont limitées à cause de la sécheresse de 2012 aux États-Unis, le plus grand exportateur mondial de maïs. La sécheresse en Russie en 2012 a également touché les réserves de blé mondiales. « Les prix vont rester élevés au cours des prochains mois et [sont] sensibles à l'évolution de la conjoncture économique mondiale », a déclaré M. Eilerts.

Au niveau régional, c'est l'Afrique australe, où le maïs est la céréale principale, qui dépend le plus des importations de maïs, affirme Liliana Balbi, chef d'équipe pour le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR). « Plusieurs pays dépendent des importations du principal producteur et exportateur de la région, l'Afrique du Sud, où les prix reflètent les tendances du marché international ainsi que l'évolution régionale de l'offre et de la demande ».

La cherté du maïs en Afrique du Sud dans la seconde moitié de 2012 a conduit à des prix élevés, notamment au Lesotho et au Swaziland. Mais « la hausse des courbes des prix du maïs dans d'autres pays comme le Malawi et le Mozambique reflète principalement les dynamiques nationales », a-t-elle déclaré.

« Les pays d'Afrique du Nord, qui dépendent fortement des importations de maïs pour l'industrie alimentaire, subissent aussi des coûts d'importation plus élevés... Cependant, la répercussion des prix aux consommateurs a été limitée par la mise en place de généreuses subventions alimentaires », a déclaré Mme Balbi.

En Afrique de l'Est, le Kenya et la Somalie dépendent surtout des marchés d'exportation régionaux tels que l'Ouganda et la Tanzanie, a expliqué Mme Balbi, ils ne sont donc pas soumis aux marchés internationaux.

Cela a également eu des conséquences sur les exportations de blé provenant des États-Unis, car une partie du blé a été réquisitionnée localement pour remplacer le maïs destiné à nourrir les animaux.

Bien qu'élevés, les prix mondiaux du blé et du maïs sont restés stables grâce à une augmentation des réserves des pays de l'hémisphère sud comme l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud, où les récoltes ont lieu dans la deuxième moitié de l'année.

L'émergence du Sud : L'avenir des prix des céréales n'est pas nécessairement sombre. « Je suis très optimiste concernant la reprise des grandes importations de blé originaire d'Inde, qui représentent environ 6,5 millions de tonnes, et des chargements record de maïs en provenance du Brésil de 22 millions de tonnes qui améliorent la situation mondiale de l'offre et la demande de céréales », a déclaré M. Abbassian.

« L'Inde et le Brésil ont joué un rôle assez important sur les marchés internationaux des produits de base en tant qu'exportateurs nets cette année. Il sera vraiment intéressant de suivre l'évolution de leur point d'exportation sur les marchés mondiaux des céréales », a déclaré M. Eilerts.

Selon le ministère de l'Agriculture américain (USDA), la baisse des réserves mondiales de blé est également compensée par des stocks plus volumineux en Iran, en Corée du Sud et en Ukraine.

L'abandon progressif des subventions sur les carburants : M. Eilerts a ajouté qu'il continuait à surveiller les pays qui abandonnaient les subventions sur les carburants comme le Malawi, le Nigéria et le Zimbabwe.

Au Malawi, les conséquences de l'abandon des subventions sur les carburants pour un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant », grâce auquel les prix reflètent automatiquement l'évolution des prix des carburants fossiles, se font déjà sentir, explique l'économiste Charles Jumbe du Centre pour la recherche et le développement agricole au Malawi.

Les commerçants privés de maïs, la céréale de base du pays, répercutent les coûts élevés jamais vus du carburant sur les consommateurs.

Il y a une pression mondiale considérable de la part des institutions financières et des organismes de développement sur les pays en voie de développement endettés pour que ces derniers abandonnent les subventions sur les carburants fossiles. Selon les Nations Unies, plus de 500 milliards de dollars américains de subventions sur les carburants fossiles sont attribués par les gouvernements chaque année. « Les subventions sur les carburants fossiles vident les fonds publics, aggravent le réchauffement climatique et entravent la compétitivité des énergies propres. En effet, les subventions sur les carburants fossiles sont à 500 pour cent supérieures aux subventions accordées aux énergies propres », ont déclaré les Nations Unies.

Le Cameroun, le Tchad, la Guinée et le Nigéria optent tous pour la réduction des subventions sur les carburants. Le Ghana subit une pression accrue de sa propre banque centrale pour abandonner ces subventions.

Malawi : Le prix du maïs au Malawi a augmenté de 20 pour cent en moyenne entre décembre 2012 et janvier 2013. Les prix sont 69 pour cent « supérieurs, en moyenne, à leurs niveaux respectifs en janvier 2012 », a déclaré M. Eilerts.

« Au Malawi, les prix du maïs, en termes nominaux, ont atteint de nouveaux sommets en janvier 2013 où ils étaient 25 pour cent supérieurs au record précédent de février 2009 », a déclaré Mme Balbi de la FAO.

L'augmentation des prix est due à un ensemble de facteurs. L'économie malawite a connu deux chocs majeurs en 2012, a rappelé M. Eilerts : une dévaluation initiale de 50 pour cent suivie d'une dépréciation de la monnaie malawite, le kwacha, et un déficit de production dans la région sud du pays. Ces éléments ont augmenté le coût des importations de carburant et d'engrais, entraînant la baisse du coût des produits de base locaux comme le maïs.

Le kwacha, qui s'est déprécié de presque 100 pour cent par rapport au dollar américain fin 2012, a rendu le maïs malawite attrayant pour les acheteurs des pays voisins, la Tanzanie et le Mozambique, qui avaient eu de mauvaises récoltes. La demande élevée a provoqué une envolée du prix du maïs au Malawi, malgré un embargo sur l'exportation. (L'abandon des subventions sur les carburants par le pays a également eu un impact sur le prix du maïs.)

Les réglementations gouvernementales ont aidé à garder le maïs dans le pays, mais les tentatives de contrôle des prix ne fonctionnent pas, a déclaré l'économiste M. Jumbe : « En théorie, le gouvernement fixe les prix à la production, mais en pratique, les dynamiques de l'offre et de la demande jouent un rôle majeur ».

L'apport de maïs de l'Agence des réserves alimentaires du pays (NFRA) au Malawi ne « semble pas amortir les prix très élevés du maïs comme l'on pouvait s'y attendre », déclare-t-il.

Les pluies de la prochaine saison des récoltes, d'octobre 2013 à mai 2014, seront déterminantes pour remplir les réserves du pays. Néanmoins, les transferts de liquidités et une aide alimentaire ciblée du gouvernement, des Nations Unies et des partenaires aident à améliorer la situation.

Le riz au Sahel: les réserves mondiales de riz sont suffisantes et les prix dans les principaux pays exportateurs sont soit stables, soit en baisse, affirme M. Eilerts. Cela a aidé les marchés au Sahel, où le riz est consommé en plus grande quantité que dans le reste de l'Afrique. Les gouvernements, notamment au Niger et au Sénégal, accordent également des subventions sur les intrants agricoles pour stimuler la production de riz locale et autoriser des périodes pendant lesquelles les importations de riz sont exonérées des droits de douane, a-t-il ajouté.

« Cela étant dit, les prix du riz à l'importation ont progressivement augmenté en Mauritanie et au Ghana depuis 2011, du fait de la dépréciation continue de l'ouguiya mauritanien et du cedi ghanéen de juillet 2011 à décembre 2012. Certaines augmentations des prix de produits importés, comme le riz, ont été constatées en Mauritanie, également dues à l'augmentation constante des prix des carburants, ce qui rend le transport de denrées alimentaires coûteux ».

<http://www.irinnews.org/fr/Report/97501/Cinq-probl%C3%A8mes-alimentaires-%C3%A0-surveiller>

RCA : plus de 800 000 personnes affectés par les hostilités depuis la crise déclenchée par la Séléka

BANGUI, le 15 février (Xinhua) — Plus de 800 000 personnes ont été affectés par les hostilités depuis le déclenchement de la crise par la rébellion de la Séléka qui avait occupé plusieurs villes de la République centrafricaine, a fait savoir ce vendredi, Henri-Sylvain Yakara, administrateur national chargé des affaires humanitaires du Bureau de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour les affaires humanitaire (OCHA).

« En moins d'un mois, 19 villes du pays avec au total 6 préfectures sur 16 sont occupées par les rebelles. Nous estimons que dans ces préfectures on compte plus de 800 000 personnes affectés par ces hostilités. Alors qu'en 2012 le nombre de personnes affectées par les crises sont estimés à 664 000 », a-t-il dit.

Il a rappelé que la situation sécuritaire et humanitaire en République centrafricaine reste très précaire avec la présence des bandits et des éleveurs armés, des groupes armés non identifiés dans plusieurs régions du pays.

On note également la présence des groupes armés étrangers notamment l'Armée de résistance du seigneur (LRA) de Joseph Kony et certains éléments du Front populaire pour le redressement du rebelle tchadien Baba Laddé qui ne sont pas rapatriés, a-t-il ajouté.

La présence des forces étrangères comme la Fomac, les forces Ssd-Africaines, les forces françaises, les forces tripartites dans la région de Birao, les forces ougandaises qui se sont installées pour la lutte contre la LRA et l'intervention de la Séléka, « ont fortement influencé la situation sécuritaire à partir de 2012 jusqu'à janvier et février 2013 », explique-t-il.

A Mobaye, ville située au Sud-est du pays attaquée le 7 février par les rebelles de la Séléka, plus de 8 000 personnes sont déplacés vers la République démocratique du Congo et 1500 personnes ont trouvé refuge au Tchad, rappelle-t-il.

Pour lui, les impacts de ces crises sont entre la paralysie générale des secteurs d'activités dans tous les domaines. « Toutes les activités ont été affectés que ce soient les échanges interrégionaux. Certaines organisation internationale ont suspendu leurs activités, le risque d'aggravation des conditions alimentaires des populations et la hausse des prix », a-t-il souligné.

Pour aider le pays à résoudre la crise humanitaire, 65% des demandes de financement auprès des bailleurs de fonds ont été répondu, a affirmé Kaarina Immonen, coordonnatrice résidente à Bangui du bureau de l'organisation des Nations unies pour les affaires humanitaires (OCHA).

« Nous allons toujours continuer les plaidoyers auprès des bailleurs afin de venir en aide à des populations affectées car les besoins sont urgents », a-t-elle ajouté, sans préciser sur le montant global des besoins de financement.

<http://tchadinfos.com/?p=17564>

FIN